



**VERSAILLES**

versailles@sgen.cfdt.fr - 01 40 90 43 31  
23 place de l'Iris, 92400 Courbevoie



## CTA du 16 novembre 2021

Madame la rectrice,  
Cher·es collègues,

Il y a quelques jours, nous apprenions que 75 millions d'euros de crédits allaient être restitués par notre Ministère. C'est évidemment peu par rapport à l'ensemble du budget de l'Éducation nationale. Mais c'est, pour nos collègues comme pour le Sgen-CFDT, révélateur de notre incapacité à répondre à de nombreux enjeux.

Lors des échanges que nous avons eus pour préparer la plupart des points qui sont à l'ordre du jour de ce CTA, le dialogue a le plus souvent été de qualité. Il a montré la volonté des services d'avancer dans un sens qui nous semble pertinent en général.

Les revalorisations vont toucher concrètement et significativement nombre de collègues qui, quoique rarement au 1er plan, n'en contribuent pas moins de manière décisive à la réalisation de nos missions d'éducation : administratifs, ITRF, personnels de santé et de la filière sociale.

Est-ce suffisant ? Non, bien entendu. Les retards accumulés sont très importants.

De nombreux personnels ne sont pas non plus concernés par ces revalorisations, et au premier rang d'entre eux les contractuel·les les plus précaires que sont les AESH et les assistants d'éducation.

Nous pensons cependant au Sgen-CFDT que même lorsque tout le compte n'y est pas, il faut acter les progrès réalisés dans l'intérêt des agent·es.

Mais il y a un autre sujet de préoccupation. Une des limites auxquelles nous nous sommes heurté·es, c'est l'incapacité de porter jusqu'au bout des dossiers, la difficulté de concrétiser des intentions, parfois actées par des relevés de conclusion signés au niveau national. Et cette difficulté, si elle est également la conséquence de choix budgétaires que nous ne partageons pas, illustre aussi la difficulté que connaissent nos collègues pour assumer leurs missions, en particulier administratives.

Nous voulons croire que ces difficultés ne sont pas délibérées.

Mais on ne peut pas obtenir les résultats recherchés avec une administration dont la sobriété confine à la maigreur et qui ne peut plus toujours réaliser ses missions. Bien des décisions sont prises au dernier moment, compromettant à la fois les intérêts des agent·es, la qualité du dialogue social et les conditions de travail de nos collègues exerçant des fonctions support.

Dernier exemple en date, le report à nouveau du CHSCTA alors que la crise sanitaire se rappelle à nous et que la qualité de vie au travail est plus que jamais au cœur de nos préoccupations au vu des difficultés de recrutement et de maintien dans l'emploi que nous connaissons.

Le Sgen-CFDT demande que le dialogue social qui devra accompagner la poursuite du travail sur les revalorisations que nous allons examiner soit un dialogue social de qualité.

Les intentions proclamées au travers du plan égalité professionnelle doivent aussi être examinées à cette aune. Nous ne pouvons qu'approuver ce plan compte tenu de la qualité du processus qui a

conduit à son élaboration. C'est un des sujets auxquels le Sgen-CFDT est particulièrement attaché. Mais les belles intentions ne suffisent pas. Il faut que sa mise en œuvre se poursuive. Les conséquences de ce plan doivent être perceptibles par nos collègues. Nous allons continuer à y veiller. Même si nous savons que bien des priorités qu'il a soulignées risquent de passer au second plan face à l'ampleur des missions à assumer.

Le Sgen-CFDT va continuer à se mobiliser pour que les progrès que nous allons examiner deviennent réalité et qu'ils soient annonciateurs d'amélioration des conditions dans lesquelles nos collègues réalisent leurs missions. Il est toujours plus nécessaire de rendre plus attractifs nos métiers dans notre académie. C'est une condition indispensable, mais pas la seule, pour améliorer le service public d'éducation.

Merci de votre attention.